

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19601 - 76ÈME ANNÉE

La Région Réunion repousse la présentation du contenu de l'accord signé avec le Groupement

NRL : déjà 5 jours de silence sur l'accord qui démine le terrain à Stéphane Lecornu

Cela fait désormais 5 jours qu'un accord a été conclu entre la Région Réunion et le Groupement GTOI-SBTPC-Vinci pour le démarrage de la seconde partie du chantier de la route en mer : la digue entre La Possession et La Grande Chaloupe. A ce jour, à part la date du 15 septembre, aucune autre information n'a été officiellement publiée et la présentation ce jour du contenu de l'accord est remis à une date ultérieure. Mais l'essentiel n'est-il pas ailleurs : calmer les transporteurs dans la perspective de la visite de Sébastien Lecornu, ministre des Outre-mer, le 17 août ?

Pendant plus d'une semaine, des transporteurs ont manifesté devant le siège de la Région Réunion. Croyant aux promesses de Didier Robert, ils se sont endettés pour acheter 200 camions valant au bas mot 200.000 euros l'unité. Ils pensaient réaliser d'importants profits en transportant des millions de tonnes de roches pour le chantier de la route en mer. Mais ils déchantent aujourd'hui.

En effet, une solution technique a été voulue par la Région Réunion pour ne pas exclure totalement les entreprises réunionnaises du gigantesque marché de la route en mer, 1,6 milliard d'euros selon le prix initial. Le maître d'ouvrage a en effet divisé le chantier en deux. La première partie en viaduc entre Saint-Denis et la Grande Chaloupe et la seconde partie en digue entre La

Grande Chaloupe et La Possession, cette seconde partie était le gâteau que devait se partager ces transporteurs.

Date de reprise après la visite ministérielle

Mais dès le départ, la promesse de Didier Robert était mal engagée, faute de matériaux disponibles pour construire la digue. Ceci explique sans doute pourquoi les efforts ont été consacrés aux premiers ouvrages réalisables avec les matériaux disponibles à La Réunion : un viaduc qui ne sera sans doute pas livré avant la prochaine campagne des élections régionales, un pont à La Possession isolé du réseau routier et une digue à l'entrée de Saint-Denis.

Ce n'est que plusieurs années après le premier coup de pioche que la Région Réunion a donné l'ordre de service, obligeant donc le Groupement à construire la digue. Mais malgré ce délai, le Groupement n'a pas réussi à trouver les matériaux nécessaires, malgré le soutien de la Région et de l'État. Au final, dans son dernier avis en date du 22 juillet, l'Autorité environnementale rappelle que l'ouverture tant espérée de la méga-carrière de Bois-Blanc ne pourra pas se faire, à moins de relancer une lourde procédure.

Vendredi à l'annonce de l'accord,

des transporteurs n'ont pas hésité à crier « Vive Didier Robert » à l'annonce d'un accord pour redémarrer le chantier dans un mois et demi. Mais au final, la seule information publiée vient de l'État, qui précise seulement ceci dans un communiqué en date de vendredi :

« Engagées jeudi matin à la préfecture de La Réunion sous l'égide du préfet, les discussions entre le Conseil régional de La Réunion et le groupement constructeur de la Nouvelle route du littoral ont abouti ce vendredi à 22 heures.

L'accord conclu permet la reprise des travaux de construction de la digue à partir du 15 septembre prochain. Il contribue ainsi à la relance de l'activité économique à La Réunion par la mobilisation de plusieurs entreprises et de nombreux travailleurs.

L'Etat se félicite de la conclusion de cet accord qui permet de poursuivre la construction de cet ouvrage essentiel à la sécurité des Réunionnais. »

Où sont les matériaux ?

A part cela, rien d'officiel car toutes les autres informations ne sont que des déclarations à la presse. Le contenu de l'accord reste mystérieux. Didier Robert s'était engagé à le communiquer à l'opinion, donc aux transporteurs, cette semaine. Mais 5 jours après, la Région

Réunion reste toujours silencieuse. Compte tenu de l'activité médiatique de cette collectivité, un tel silence est sans doute un record.

De plus, une conférence de presse aurait été prévue ce jour par la Région Réunion pour annoncer le contenu de cet accord qui doit promettre une reprise accélérée du chantier.

Selon Imaz Press Réunion, ce report est dû à Didier Robert : le président

de la Région Réunion ne peut décaler un rendez-vous personnel. Quelle affaire personnelle peut-elle être plus importante que la relance du chantier de la route en mer ?

Tout ceci montre bien que la route en mer est toujours dans l'impasse, car les matériaux nécessaires à sa construction ne sont toujours pas disponibles à La Réunion.

A ce jour, à part la date du 15 septembre, aucune autre information

n'a été officiellement publiée et la présentation ce jour du contenu de l'accord est remis à une date ultérieure. Mais l'essentiel n'est-il pas ailleurs : calmer les transporteurs dans la perspective de la visite de Sébastien Lecornu, ministre des Outre-mer, le 17 août.

M.M.

Coronavirus en Thaïlande : la solidarité a fait reculer la pandémie

En janvier, la Thaïlande est devenue le deuxième pays à confirmer un cas de COVID-19 mais, depuis lors, le pays a fait preuve d'une résilience remarquable et, à la fin du mois de juillet, aucun cas de transmission autochtone n'avait été enregistré depuis près de deux mois. Gita Sabharwal, la coordonnatrice résidente des Nations Unies en Thaïlande, explique que ce succès est dû à une combinaison d'action gouvernementale, de responsabilité sociale et de solidarité communautaire.

La réponse globale de la Thaïlande et sa capacité à lutter contre les infections ont conduit l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à identifier la Thaïlande, aux côtés de la Nouvelle-Zélande, comme un exemple de réussite dans la lutte contre la pandémie. Bien entendu, ce succès dépend entièrement d'une vigilance continue, d'une approche de l'ensemble de la société et de tests intensifiés pour éviter une deuxième vague alors que les frontières s'ouvrent et que les activités économiques reprennent pleinement.

L'impact économique de la pandémie a été grave, avec des prévisions d'une contraction de 8,1% de l'économie en 2020. Selon une enquête récente, 65% des Thaïlandais déclarent que leurs revenus sont

totalement ou très insuffisants dans des conditions de pandémie, avec presque le même pourcentage disant que leurs finances avaient été négativement affectées

Aides financières et prêts

La contribution du gouvernement royal thaïlandais au Fonds COVID-19 des Nations Unies témoigne de cette responsabilité partagée. De même, le rôle joué par le million de bénévoles de la santé, dont les deux tiers sont des femmes, dans la recherche des contacts à travers le pays témoigne de l'approche globale de la société.

Les plans de relance du gouvernement ont été complets, rapides et bien organisés, représentant 15% du PIB. Près de la moitié des répondants à une enquête récente ont déclaré avoir reçu une aide gouvernementale. Les estimations de modélisation suggèrent que si les dépenses publiques sont en train de devenir le moyen le plus efficace de soutenir la croissance et l'emploi, les remises en espèces suivies de prêts à des conditions favorables sont les meilleures mesures suivantes. En partenariat avec le Conseil national de développement économique et social, l'agence nationale de planification

économique de Thaïlande, l'ONU Thaïlande surveillera l'impact de ces plans de relance budgétaire ciblés sur les économies locales afin d'éclairer les programmes gouvernementaux.

Ressortir le meilleur des gens

Les sondages suggèrent que plus d'un tiers des personnes en Thaïlande ont donné de l'argent, de la nourriture ou des fournitures pendant la pandémie, la plupart des dons inférieurs à 5 000 bahts (environ 160 dollars américains). Pour moi, cela parle du capital social du pays et, à bien des égards, du ciment qui unit la société. Il existe également des preuves anecdotiques que dans les régions plus marginalisées, comme le nord-est et le sud profond, l'ampleur des dons a été plus élevée.

Nous avons vu en Thaïlande et dans le monde que les temps de crise font ressortir le meilleur des gens. COVID-19 présente des défis sans précédent, mais aussi des opportunités pour mieux reconstruire. L'ONU Thaïlande reste déterminée à travailler en collaboration pour se remettre de la pandémie et reconstruire une société plus équitable, juste et résiliente.

Edito

Renforçons les liens entre les différentes composantes du mouvement social réunionnais

Dès le début de l'organisation des classes ouvrières, paysannes et des mouvements féministes, des liens forts se sont créés entre les différentes organisations les défendant, qu'il s'agisse de syndicats, d'associations ou de partis politiques.

La Réunion n'a pas fait exception à cette règle et voici trois exemples ayant connu un lien très fort dès leur constitution (cette liste n'est donc pas exhaustive) :

Les fédérations départementales de la CGT, de l'Union des Femmes Françaises et du PCF.

Fédérations, qui, dès leur indépendance du giron français se sont donc transformées en CGTR, UFR et PCR et ont continué à travailler main dans la main des années durant.

Ces liens entre ces différentes organisations, et d'autres qui se sont créées plus tard, avec notamment la CGPER représentant les planteurs ont permis de faire front commun et ont ainsi largement participé à l'avancée de notre pays.

Malheureusement depuis quelques années, ces liens ont été à minima distendus quand ils n'ont pas été rompus. Si des raisons politiques, et parfois personnelles peuvent expliquer ces ruptures, les différentes organisations citées auparavant, comme bien d'autres, se sont de fait affaiblies. Cela a même pu mener à des scissions en leur sein, émoissant de fait d'autant plus leurs positions et la population qu'elles sont censées défendre.

Or, quand des organisations du mouvement social s'affaiblissent, c'est l'ensemble de la population qui se retrouve impactée et qui devient dès lors plus vulnérable face aux attaques des réactionnaires, libéraux et du système néocolonial.

Pourtant, nous avons plus que jamais besoin dans le contexte que nous connaissons de crise sociale permanente qui s'accroît avec le COVID, d'union du mouvement social et d'un projet commun.

Nous pouvons ainsi constater de façon épisodique, avec notamment comme point d'orgue la grande mobilisation du COSPAR en 2009 que quand le mouvement social est uni, des victoires fortes peuvent être obtenues en faisant face à l'Etat.

De la même façon, la mobilisation des gilets jaunes a prouvé et prouve encore aujourd'hui la nécessité de s'organiser collectivement pour le bien commun de la population réunionnaise.

Dès lors, alors que les attaques des réactionnaires, libéraux et autres agents du néocolonialisme se font de plus en plus présentes, il est temps de se poser la question : sommes-nous enfin prêts à mettre de côté nos différents, quand nous partageons un même fond pour œuvrer pour La Réunion ?

La réponse est urgente, car l'explosion sociale nous guette. Il ne nous reste donc qu'à nous mettre au travail, quitte à redéfinir certaines organisations ou à en rebâtir d'autres lorsque cela semble nécessaire. Organisons-nous collectivement, convergeons quand nos luttes peuvent se rejoindre et mobilisons-nous ensemble pour le bien commun de la population réunionnaise, la justice sociale, l'égalité pour toutes et tous et enfin le droit de décider par nous-même de ce qui est bon pour notre peuple.

Mathieu Raffini

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

In zistoir pou rakont dsi galé - sizyèm morso

Lo Ronar doré-in zistoir tiré dann bann kont Perrault

Dèrnyé foi-samdi promyé aout si mi tronp pa - nou la vi koman Ronar l'amenn tout in famiy pèdri pou lo ségnè an dizan : « Sé mon mètr, lo Marki dé Karaba, la anvoye bann pèdri-la an kado ». Lo ségnè la di romèrsyé bien out mètr pou lo kado. Aprésa lo ségnè la kado plizyèr pyèss l'or pou lo mètr épi la fé pinn lo kat pate Ronar avèk la poud lo vré l'or. Mé lo zistoir la pankor fini. Atann la suit zot va oir.

L'avé inn foi pou inn bone foi, mésyé lo foi, la manz son foi èk in grinnsèl. Astèr Ronar i sort fyèr dann shomin, kontan lo kado la fé ali, épi la fé son mètr, mésyé lo Marki dé Karaba. Li sava vite la kaz son mètr épi li amenn lo pyèss l'or moin la anparl azot an-o la. Lo marmaye kontan, i dmann mèm pa ronar ousa i sort tout kado li l'améné. Mé oila, kan li ariv koté pyé sriz son mètr, li trouv in famiy lyèv. Lo shèf la tribi i di avèk li : « Ronar, nou osi ni yèmré an avoir la pate épi la ké pènn an pousyèr d'l'or, lo vré l'or ; »... Ronar i di avèk zot : « Mi gingn done azot sa, moin osi, vien avèk moin dann shato é moin lé sir zot va arsort avèk la ké é lo kat pate pinn. ». Tout lyèv i suiv Ronar épi i sava lo shato. An shomin, plizyèr lyèv i vien galman grosi la bann é oila tout i rant dann shato. Dirèk dann la kuizine é bann kuizinyé i tyé lo bann lyèv. Lo ségnè i vyin oir épi i di : « Di pa moin sa ankòr in kado lo Marki dé Karaba ! ». Ronar i réponn : « Ou la bien kozé

Monségnèr, sa in kado mon mètr. Li la plin lyèv dann son garène laba. ».

Lo ségnè i rékonpans Ronar, i rékonpans son mètr épi li di : « Moin la bézoin oir out mètr. Sito li va gingn pass oir amoin, li sar lo bienvéni. »... Ronar i sar vite rozoinn lo marmaye épi li di : « Lo ségnè i vé rankont aou ! vien avèk moin, mé antansyon, fé tout sak m'a dir aou é out fortune sar fête-fête é fourni. »

Kriké ! kraké ! Kriké Méisyé ! Kraké Madam !

Lo marmaye i mète son linz dsi li épi lo zanimò i amenn ali, pa tro loin lo shato, landroi néna in gran l'étan. Arivé-la, Ronar i di lo marmaye : « Tir out linz, kashyète sou in rosh épi sote dann lo. ». Lo marmaye i fé konm lo zanimò la di ali é Ronar i mète a kriyé : « O sokour, o sokour, bann brigan l'a tak mon mètr épi la zète ali touni dann l'étan. O sokour ! »

Lo ségnè i antan bann kri épi li rokoné la voi Ronar. Li anvoye sa troup pou tir lo marmaye dann lo. Aprésa i abiye lo marmaye konm in prins, i mète ali dann kalèsh épi i komans fé lo tour lé zanzviron.

Zistoir la pankor fini mé sizyèm morso la fini. Apré nou va oir la suite.

Justin